
M.E.S., Numéro 130, Vol.1, septembre – octobre 2023

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 29 juillet 2023



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, septembre - octobre 2023

LA COMMUNICATION COMME LEVIER DU DENOUEMENT DE LA CRISE PRE-ELECTORALE DE 2016 EN RD CONGO.

par

Jenny MPUTU MBO BOLELA

*Chef de Travaux, Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Université de Kinshasa*

Résumé

Alors que les observateurs craignaient que le combat communicationnel entre le régime Kabila et les opposants face à l'impératif de l'alternance démocratique à la tête du pays en 2016 génère un Etat de siège, un coup d'Etat ou une guerre civile, celle-ci a eu pour résultat, une accalmie générale assortie de trois vertus principales à la démocratie, à savoir :

- *la dynamique relationnelle parce qu'en crise, on ne peut plus se satisfaire d'une réponse linéaire ou mécanique, mais plutôt relationnelle. C'est l'ère de la confrontation d'opinions, de points de vue, des attentes et cela en vue de parvenir à un compromis.*
- *La logique égoïste qui fait obligation de congruence, mieux, obligation d'accord aux acteurs politiques et négociateurs dans lequel chaque partie doit gagner quelque chose sur ses revendications.*
- *La communication est devenue l'axe principal et privilégié dont les opérateurs politiques doivent toujours tenir compte, car désormais, c'est l'esprit qui triomphe sur le sabre.*

Mots-clés : *Crise, élections, RDC, systémique qualitative, négociation, relations publiques de crise, communication de crise, communication politique.*

Abstract

While observers feared the communicational battle between the outgoing Kabila regime and the Congolese opposition in the face of the imperative of democratic change in the country in 2016 would lead to a State of siege, a coup d'état or worse a civil war, the result was a relative calm with three main virtues of democracy, namely :

- *The relational dynamics because in crisis, we can no longer be satisfied with a linear or mechanical response, but rather relational. It is the era of the confrontation of opinions, points of view, expectations and this in order to reach a compromise.*
- *Negotiation logic which obliges political actors and negotiators to be congruent, in which each party must gain something from its claims.*
- *Communication has become the main and privileged axis that political operators must always take into account because from now on, it is the spirit that triumphs over the sword.*

Keywords : *Crisis, election, DRC, qualitative systemic, negotiation, crisis public relations, crisis communication, political communication.*

INTRODUCTION

A l'heure du 2.0, mieux, dans ce monde qui se complexifie, les organisations n'ont jamais eu autant besoin de communiquer (Catellani et al. 2022). Jamais instaurer une relation de confiance n'a été aussi indispensable qu'aujourd'hui.

Pour les Etats, de surcroît en crise, la situation est encore pire, car jamais les publics n'ont été aussi exigeants, imprévisibles et hybrides : population, opposants politiques, partenaires, investisseurs, institutions, société civile, ONG internationales, etc. avec lesquels ils doivent dialoguer, interagir, échanger, coopérer.

En parallèle, nous sommes dans une ère dont l'ancrage dans la démocratie pluraliste s'impose comme une réalité indéniable ! Or la démocratie, avec sa nature concurrentielle,

présuppose l'organisation régulière des élections d'après les cycles électoraux de chaque système (Tambwe, 2019).

Elle a des exigences d'alternance politique et pacifique du pouvoir avec des dates et périodes indiquées par les textes réglementaires, d'obligation de transparence politique, mieux de communication, car dans la gestion et l'organisation des États, il n'est pas de domaine pour lequel la transparence ne soit présentée comme la solution ultime aux dysfonctionnements structurels.

En effet, l'instauration des régimes démocratiques dans le monde a profondément bouleversé la conception du secret, qui auparavant était liée au pouvoir discrétionnaire, détenu par le timonier, le président-fondateur, l'autorité morale, le père de la Nation.

De même a-t-on pu observé le recul du secret, des secrets, souvent vécus comme des obstacles sur le chemin de la vérité : il en est de même des secrets publics : le secret d'Etat, le secret défense semblent suspects, habillant le mensonge ou la dissimulation du prétexte trompeur de l'intérêt général. Dorénavant, si l'on n'accepte pas de se dévoiler, c'est donc que l'on a quelque chose à cacher. La démocratie oblige à l'homme « public », la parfaite transparence afin que le citoyen soit éclairé par la vérité et puisse lucidement le désigner, l'écarter ou le rejeter (Bredin, 2001). C'est le peuple qui est souverain et à qui les acteurs politiques ont l'obligation de rendre compte. C'est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple comme disait l'ancien président des Etats-Unis d'Amérique, Abraham Lincoln.

Les arènes « cognitives » deviennent les espaces sociaux où se construisent les perceptions du monde, de ses enjeux, de ses variables causales et de ses rationalisations avec comme acteur, une communauté numérique ayant la capacité de masquer leur identité, de recourir à des identités multiples, et de choisir pour chaque identité, les valeurs qu'ils comptent défendre (Baumard, 2002). Par conséquent, le pouvoir appartient aux plus apparents et, est élu, celui dont sa capacité de communiquer lui a permis d'être apparent (Cotteret, 1991).

Cependant, les jeunes démocraties se déroberont de cette exigence de communication et d'alternance civilisée des régimes démocratiques, et se cachent sous les alibis et des interprétations singulières des textes réglementaires, aboutissant aux crises politiques qui engendrent à leur tour, une inflation communicationnelle démesurée.

La République Démocratique du Congo n'en fait exception. Le débat autour du déverrouillage de l'article 220 de la Constitution qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels, et l'interprétation différente de l'Arrêt R.CONNS 262 du 11 Mai 2016 de la Cour Constitutionnelle, qui décide en vertu de l'article 70 alinéa 2 de la Constitution, que le Président sortant reste en fonction jusqu'à l'élection du nouveau président, ainsi que la désignation tardive du dauphin, ont été à l'origine de la crise politique congolaise caractérisée par un combat communicationnel âpre entre les antagonistes.

Chaque jour qui passait amenait son lot de signaux forts quant à la crise de défiance entre l'opposition politique et l'opinion envers le pouvoir en place. Ils soupçonnaient un complot de glissement politique (action de retarder les échéances prévues dans le calendrier électoral) du régime Kabila et souhaitaient ainsi recevoir des explications du gouvernement, d'être rassurés, afin de lui accorder sa confiance. Ils revendiquaient le droit à l'information ainsi que le respect des exigences de la démocratie dont le Président Kabila se targuait en être le père.

Dans une spirale négative, une série des slogans populaires était reprise à l'envie dans les espaces d'expression à caractère religieux, sportif ou culturel pour se diffuser rapidement sur les réseaux sociaux et ponctuer ainsi les déclarations ultérieures de l'opposition politique congolaise et de ses adeptes.

Le slogan *Yebela ! (Gare à toi!)* ou *Kabila oyebela, mandat esili ! (Kabila, gare à toi, ton mandat est à sa fin !)*, était scandé par des groupes se mêlant aux foules en liesse qui se formaient spontanément à chaque victoire de l'équipe nationale congolaise de football lors du Championnat d'Afrique des Nations de football (Polet, 2017). Il deviendra plus tard un avertissement donné au Président Kabila par ses adversaires politiques, exigeant qu'il quitte le pouvoir au terme de son second mandat constitutionnel, quitte à le faire partir de force. *Lamuka ! (Réveille-toi !)* était le *go (l'autorisation)* lancé par l'opposition politique congolaise en pleine campagne alarmiste empreinte des discours populistes, pour encourager la population congolaise à la révolte contre le clan Kabila.

L'Eglise catholique, avec comme porte-voix, la lettre pastorale lue dans toutes les paroisses du pays chaque dimanche, n'était pas du tout tendre vis-à-vis du régime Kabila. « Que les médiocres dégagent pour que la paix règne! », la phrase assassine du Cardinal Laurent Mosengwo Pasinya faisait échos dans les discussions, que ce soit dans les milieux intellectuels que dans les bars et autres lieux de rencontre de la population. Il y avait aussi le sermon du pasteur Ekofo de l'Eglise du Christ au Congo, une structure fédérale qui regroupe les communautés protestantes du pays, qui avait fustigé le pouvoir du Président Kabila depuis le début en 1996 avec la guerre qui a causé plus de 6 millions de morts.

Une grande partie de la diaspora congolaise acquise à l'opposition, rédigeait des millions des tweets, éditait de milliers de contenus (statuts, photos et images, liens, vidéos, voice casts, podcasts, peer-to-peer, etc.) qui pointaient du doigt les actions en marge de la légalité du pouvoir en place et qui représentaient Joseph Kabila comme le méchant de l'histoire qui concourent au malheur de la République Démocratique du Congo. Bien plus, ses adversaires politiques mobilisaient et sensibilisaient aux manifestations et aux actions militantes dans bien de grandes villes en Occident (Washington, Londres, Bruxelles, Paris, etc.) et sur le territoire national (Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, etc.).

La communauté internationale, pour justifier son désaccord concernant le glissement politique ou le non respect des textes, assénait des coups à son tour. Il pleuvait ainsi des discours officiels et des sanctions ciblées à l'encontre de certains officiels congolais. Human Rights Watch de son côté, rapportait « avoir observé un délitement de l'Etat de droit en République Démocratique du Congo, reflété par une restriction de l'espace démocratique, une multiplication des violations des droits humains et des libertés, mais aussi par le manque d'indépendance de la justice ».

L'Etat congolais, bien qu'affaibli, n'avait pas abandonné pour autant. Jamais la communication, mieux, la relation, n'avait été aussi indispensable pour ce pays ! Celui-ci devait à tout prix composer avec toutes les parties prenantes, il devait dialoguer, échanger et instaurer une relation de confiance avec elles. Il était désormais sur tous les fronts; sur la scène nationale à travers des interviews et points de presse de son porte-parole et ministre de la communication, et à l'internationale, par les interventions, lobbyings, plaidoyers à l'ONU, l'UE, l'UA, etc. du Ministre des Affaires Etrangères et Intégration Régionale, du Conseiller Diplomatique du Président de la République et de certains autres émissaires diplomatiques.

Il lui fallait tout d'abord, élargir et donner le cap, c'est-à-dire apporter le sens et le souffle nécessaire, pour ensuite déployer une bannière capable de signer l'Etat, répondre au besoin de l'information et enfin favoriser la compréhension de ses motivations et de ses moyens mis en œuvre pour résoudre la crise (Cattelani et Sauvajol-Riolland, 2015).

Ainsi, à l'opposé du narratif parfois péremptoire des opposants, dans ce qui ne peut être compris que comme une réponse coordonnée au *Yebela*, des rassemblements « spontanés » surgissaient lors des déplacements du Chef de l'Etat (coup d'envoi de la campagne de reboisement de la ville, inspection de trois stades municipaux en chantier, visite du pont Matete) qui entonnaient en dansant le slogan *Wumela ! (Eternisez-vous !)*,

Kabila, posa na yo esili te ou encore *Kabila to tondi yo te* (*Kabila, nous ne sommes pas rassasié de toi*) pour encourager leur champion à demeurer à la tête du pays.

Rien de plus normal que tous les discours de l'Exécutif congolais pendant la crise, n'aient cessé de justifier le retard des scrutins, de prôner l'autonomie de la CENI, de rassurer la tenue des élections conformément au calendrier de celle-ci, de brandir les progrès réalisés dans les domaines de paix et de sécurité ainsi que des droits de l'homme et d'accuser la communauté internationale d'ingérence aux affaires internes du pays évoquant le principe de la souveraineté de la République Démocratique du Congo (principe de la souveraineté des Etats reconnu en droit International et par les Nations Unies).

Les médias nationaux et internationaux, de plus en plus nombreux et concurrentiels, toujours à la recherche d'opportunités d'audience, d'exclusivité et du scoop, rangés soit à l'opposition, soit au pouvoir, se retrouvaient au cœur d'un enjeu stratégique majeur, et très vite, s'étaient transformés en un véritable champ de bataille ; les journalistes surveillaient les activités de communication des décideurs politiques congolais, les commentaient, les critiquaient et les reproduisaient en plusieurs récits journalistiques, chacun, selon sa ligne éditoriale. Ils donnaient la parole aux organisations internationales, aux opposants politiques au régime Kabila, à l'Eglise catholique, aux mouvements citoyens, aux experts des autres pays, aux chancelleries, aux institutions supranationales, etc. réussissant ainsi à donner une visibilité démultipliée de ladite crise ainsi que de toutes ses parties prenantes.

La crise congolaise, désormais multiforme et virale, était au cœur d'un cyclone médiatique et diplomatique. Les informations y afférentes circulaient à l'échelle planétaire. Le problème congolais provoquait un déferlement d'informations, d'incertitudes et des rumeurs, car porté à la connaissance de tous. On y trouvait du tout : les informations, les désinformations, les intoxications, les fake news, etc.

Dès notre réveil, on entendait résonner dans les ondes et pouvait lire sur tous les médias, les noms de certains clergés de l'Eglise catholique, les noms des leaders des mouvements citoyens tels que Filimbi, la Lucha ainsi que des leaders de l'opposition politique et de leurs plateformes nouvellement créées tels le G7, la Dynamique de l'opposition, l'Alternance pour la République, le Front Citoyen 2016, le Rassemblement, etc.

La crise congolaise, on en avait trop parlée, beaucoup parlée et même mal parlée. La maîtrise de l'interprétation de la crise politique congolaise était l'enjeu du moment duquel naissaient des interactions multiples entre parties prenantes.

Nous nous sommes donc intéressée aux multiples interactions entre l'Exécutif congolais et ses interlocuteurs qui, à première vue, se retrouvent dans une dynamique très complexe, une sorte d'engrenage d'idées, de construction commune, qui dessine une sorte de système de communication.

Comment les pratiques de communication pendant la crise politique congolaise de 2016, dont tout le monde prédisait une fin apocalyptique, et qui finalement, a eu pour dénouement une accalmie générale, ont-elles contribué à la co-construction d'un système de communication avec sa propre logique qui évoque naturellement les rapports de force et qui laisse apercevoir un nouveau genre de communication? La réponse à cette question est sans doute pas univoque.

La communication sur la crise pré-électorale congolaise de 2016 s'appuyait sur une dynamique complexe des différents interlocuteurs repartis en deux systèmes : le *Yebela* ou l'opposition et le *Wumela* ou le camp de la majorité présidentielle, deux termes presque assassins qui sonnaient bien dans la psyché collective congolaise, en parfaite contradiction, qui communiquaient et s'influençaient. La communication se jouait désormais sur un terrain symbolique. Comme dans un orchestre, chacun jouait sa partition en utilisant les

leviers à sa disposition pour faire bouger l'autre dans ses certitudes. C'est ainsi qu'ils sont arrivés à une congruence d'idées.

Toutes ces interactions ont transformé la communication congolaise jusqu'à arriver à celle que nous pouvons désigner de communication nationaliste à dynamique multiple ; dynamique de la souveraineté nationale, dynamique de paix et sécurité, dynamique du respect des droits de l'homme et dynamique de l'alternance démocratique et pacifique du pouvoir (Mputu, 2019).

Approches

La problématique de notre recherche implique de choisir des approches adaptées pour une bonne prise en charge de l'objet scientifiquement construit.

L'approche systémique pour analyser le système de communication sous examen en prenant en compte les significations humaines des interactions, pour la bonne raison qu'un système de communication, au sens de la systémique qualitative des communications, est un ensemble récurrent, régulier et repérable de formes d'échanges existant, dans une certaine temporalité, entre des acteurs participant d'un cadre d'action pertinent, ensemble qui entraîne les acteurs dans sa dynamique propre. Les « formes des échanges » prennent, par ailleurs, des significations propres lorsqu'on les rapporte au système total des échanges (Mucchielli, 2004).

L'approche sémio-discursive pour analyser comment la crise politique congolaise de 2016 était représentée à travers les lexiques, les métaphores, les procédés discursifs utilisés, autrement, selon une perspective à la fois discursive et sémiologique.

L'approche dialectique pour nous permettre d'analyser la réalité en mettant en évidence les contradictions de celle-ci et à chercher à les dépasser et l'analyse de contenu, pour un examen systématique et méthodique des documents textuels.

La réponse relationnelle pour des enjeux internationaux

Si le two step flow of communication ne pouvait pas être écarté, notamment dans la logique médiatique, il n'en demeurerait pas moins qu'elle changeait de paradigme: il ne suffisait plus de s'adresser aux medias, de convaincre des leaders d'opinion, pour que la communication soit effective.

Finis l'idée d'une réponse unique dans un monde unique, atomisé et amorphe! Une réponse relationnelle pour rétablir la confiance était plus adaptée. Car, meilleures seront les liaisons, plus efficace sera la communication.

Les partenaires régionaux, la communauté internationale, les Think tanks, les ONG étaient tous des acteurs impactant la gestion de la crise pré-électorale congolaise avec qui il fallait à tout prix instituer une relation directe et, à la limite, en faire des alliés.

Pas simple cependant pour l'Exécutif d'oser la confiance et de prendre à bras-le-corps chaque nouveau thème de l'agenda politique de chacun. Pour ce faire, le Ministre des Affaires Etrangères et le Conseiller Diplomatique du Président de la République étaient, dans une campagne d'explication de la position officielle de la République Démocratique du Congo sur la crise pré-électorale.

Ils étaient dans des balais diplomatiques dans les grandes capitales du monde et sur toutes les scènes (ONU, UE, UA, SADC, etc.), multipliant contacts, participant à des forums toujours plus nombreux (assemblée générale des nations unies, conseil des droits de l'homme des Nations Unies où la RDC s'est faite élire le 16 octobre 2017, au conseil des sécurité des Nations Unies, déjeuner politique africain à Washington D.C, US Capitol visitor center Room le mercredi 16 mai 2018 sur invitation du "congressional Black Caucus/Foreign Affairs and National Security Task Force avec pour thème : la crise en RDC, envoyé des notes explicatives et techniques aux Chefs d'Etats du monde, etc.). Ils participaient à toutes les réunions où la question congolaise était discutée.

Il était important que le son officiel de la République Démocratique du Congo soit communiqué au cours de ces panels stratégiques afin de dissiper tout malentendu et de montrer ce qui constituait l'état réel et les vrais enjeux sur terrain de la situation dans le pays.

Ces rencontres diplomatiques étaient toujours suivies d'une conférence de presse pendant laquelle, les mêmes argumentaires étaient développés et expliqués. A chaque fois, ils martelaient sur le fait que les élections auraient bel et bien lieu conformément à la constitution congolaise, que le pays était engagé dans la promotion des droits de l'homme, tant sur son propre territoire qu'en Afrique. Son élection, le 16 octobre 2017, au Conseil des Droits Humains de l'ONU, le prouvait assez. Ceux-ci affirmaient que le prolongement du mandat présidentiel étaient non intentionnel et faisait suite à plusieurs contraintes, notamment la guerre de M23 qui a obligé le pays à allouer une grande partie de son budget à l'effort de guerre laissant très peu de moyens aux autres secteurs de la vie nationale, y compris les élections.

Le rapport de force entre les camps *Yebela* et *Wumela*

La communication politique pour la prise de pouvoir se joue en partie sur le terrain symbolique à travers une lutte pour la visibilité entre les acteurs politiques qui cherchent à imposer une image médiatique favorable de soi et défavorable des adversaires (Turbide).

Les deux systèmes de communication de la crise politique congolaise de 2016 soit les camps *Yebela* et *Wumela*, étaient reliés en dehors des relations formelles de pouvoir par plusieurs schémas implicites. Chacun avait le pouvoir sur l'autre car possédant chacun un levier à sa disposition lui permettant de bouger l'autre dans ses positions. Delà, naissaient les rapports de force, pas forcément conscients ni même pensés.

L'opposition politique congolaise, se référant au soulèvement burkinabè du 30 octobre 2014, s'appuyait sur les leviers à sa disposition pour faire bouger le régime Kabila dans ses certitudes. Elle jouait et utilisait la menace de « la rue » comme levier politique pour faire accréditer ses points de vue, influencer sur la problématique des élections et compenser sa propre impuissance au sein des espaces institutionnels et attirer par la même occasion, l'attention des médias et de la communauté internationale.

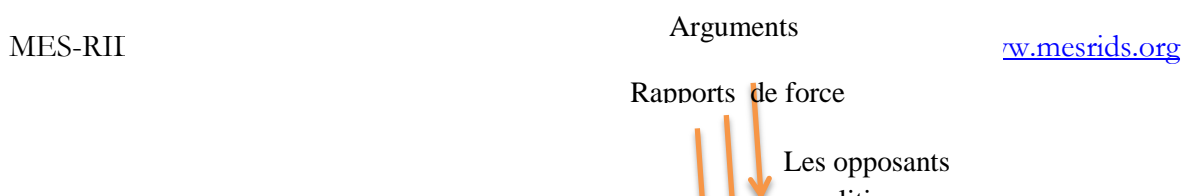
Par conséquent, elle avait pris l'initiative d'une campagne au ton alarmiste : « peuple congolais, l'heure a sonné, réveille-toi ! », donnant ainsi le mot d'ordre pour des marches de protestation, des meetings et autres actions de protestation contre le pouvoir en place qui surprenait tout le monde par son ampleur et son intensité. (Polet, 2017)

Cette onde de choc politique était considérable. Tous les médias en parlaient sur une échelle planétaire, en opposant aux « voies de sortie de crise » des membres de l'Exécutif congolais, l'incarnation même de l'Etat, des solutions et opinions des opposants politiques congolais, de la communauté internationale et de l'opinion publique. Sur le web, des véritables « brigades » s'étaient créés et étaient engagées dans une guérilla politique numérique qui ne connaissait aucun temps mort. La ligne était claire : « il fallait faire pression sur Kabila pour qu'il « abandonne » le pouvoir, quitte à le diaboliser lui et sa famille politique.

Tous ces événements attiseront les tensions internes dans le camp majoritaire, qui déboucheront, quelques mois plus tard, sur le départ de sept partis significatif de la Majorité présidentielle (le futur G7) et du gouverneur de la Province du Katanga, (Polet, op.cit.)

Le pouvoir avait reculé face à « la rue », la disposition controversée sera finalement extirpée du texte que le Sénat adopte le vendredi 23 janvier.

Figure1. La technique du levier pour augmenter son rapport de force (Mputu).



La Communauté
Internationale
(Bras de levier²)

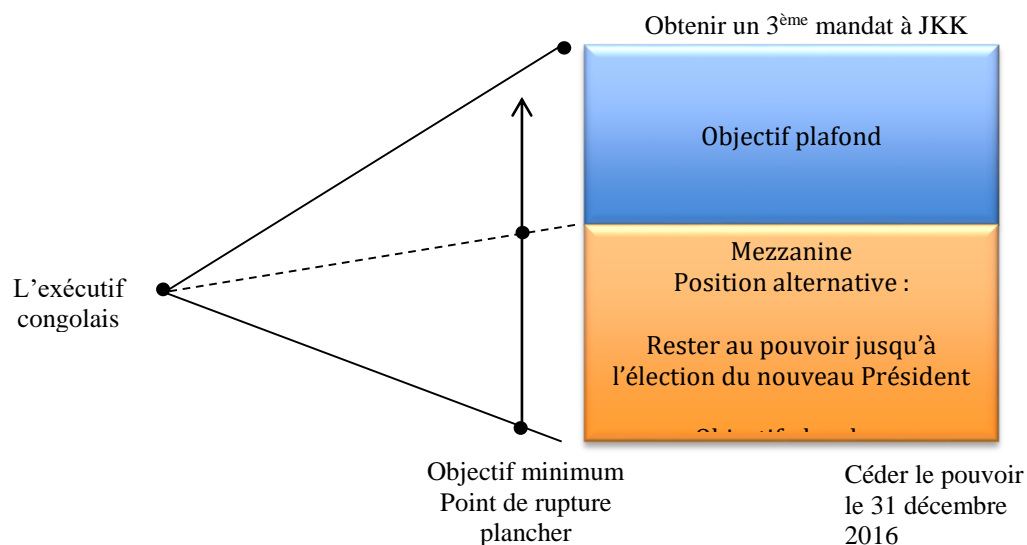
Le camp *Wumela* ou le camp Présidentiel, en sa qualité de représentation-incarnation de l'Etat congolais, avait fait du terrain symbolique, son espace de prédilection pour légitimer son pouvoir et maintenir les rapports de domination au sein de la société. Les ministres et le président de la République communiquaient et agissaient en tant qu'Etat, ils avaient le monopole symbolique étatique qui est au fait, la capacité de l'Etat à déterminer et à mettre en scène l'universel dans le pays (Bourdieu, 1993).

Évidemment, en négociation, il ne suffit pas de dire pour obtenir, il faut utiliser un couple: objectifs/rapport de force pour soulever le point de vue de l'autre (Stern et Mouton, op.cit.).

Ainsi, pour démontrer son rapport de domination, le pouvoir répondait par des règles plus strictes, des sanctions plus lourdes; notons les arrestations dites « arbitraires » des combattants et de certains leaders de l'opposition, la fermeture de la maison Shengen, la suspension de la coopération avec la Belgique, la réduction des fréquences de la compagnie d'aviation SN Brussels, l'expulsion du territoire congolais de l'ambassadeur de l'Union Européenne, les coupures des signaux de certaines chaînes de télévision et radio dites de l'opposition, le refus à l'opposant Moise Katumbi d'entrer dans le territoire congolais à cause de son « comportement illégal et amoral soit à cause de la spoliation des biens d'autrui », l'interdiction d'accès à Jean-Pierre Bemba à son retour au pays après son séjour à la Haye, à sa résidence familiale dans la commune de la Gombe, l'invalidation par la Cour Constitutionnelle de sa candidature à la présidence en raison de sa condamnation pour subornation des témoins recourant à la corruption prononcée par la Cour Pénale Internationale (CPI en sigle), etc.

L'Exécutif congolais mettra en place diverses stratégies pré-électorales impliquant plusieurs acteurs afin d'orienter le parcours des élections vers un dénouement qu'il souhaitait atteindre. Les principaux objectifs étaient: obtenir un troisième mandat pour Joseph Kabila (objectif maximum qu'il ne pourra jamais atteindre), demeurer au pouvoir jusqu'à l'élection d'un nouveau Président de la République (son objectif alternatif) et céder le pouvoir le 31 décembre 2016 moyennant quelques avantages (son objectif plancher ou son point de rupture).

Figure 2. La technique de l'angle Alpha utilisée par le camp presidential (Mputu).



La logique négoïste

La logique négoïste est une logique qui stipule qu'à la fin d'une négociation, chaque partie doit gagner quelque chose de ses revendications.

La confrontation, le conflit, font partie de la vie et amènent donc à négocier c'est-à-dire, à considérer l'autre comme un partenaire dont on a besoin. L'esprit doit triompher sur le sabre. Par conséquent, une bonne négociation doit aboutir à un accord. Faire gagner l'adversaire sur telle ou telle revendication est le meilleur moyen de créer une atmosphère de coopération dans laquelle il jugera légitimes vos propres revendications. (Stern et Mouton, op.cit.).

En 2016, en République Démocratique du Congo, la tension était telle que les camps *Yebela* et *Wumela* campait chacun dans ses positions. Le monde entier avait décidé de s'impliquer en utilisant le levier à sa disposition pour pousser au règlement de la crise congolaise et éviter un vide de pouvoir le 19 décembre 2016. C'est ainsi que la logique des négociations obligeant à une congruence d'opinions, a été imposée aux acteurs politiques congolais comme moyen ultime d'échapper à une déflagration du pays tout entier. Ils devaient arriver à un accord avant le 31 décembre 2016 dans lequel chaque partie gagnait quelque chose sur ses revendications.

Une guerre généralisée dans ce pays impliquerait les pays de la SADC et pour l'Afrique toute entière, par exemple, un affut massif des réfugiés et des répercussions chez ses neuf voisins. Pour la communauté internationale, cette situation signifierait un échec total de la plus grande des missions onusiennes au monde, qui, pendant 20 ans, a coûté des milliards de dollars.

Par conséquent, nous avons assisté, comme dans une sorte d'engrenage, à un enchaînement des faits; la communauté internationale a adhéré à l'idée du dialogue national, et, dans un premier temps, a sponsorisé le dialogue national de la Cité de l'UA qui a sorti Samy Badibanga comme Premier ministre, même si cela n'a pas suffi à faire baisser la tension toujours perceptible.

Une fois de plus, la communauté internationale, les Nations Unies en tête, s'est impliquée pour imposer aux acteurs politiques congolais, un autre round de négociation, qui cette fois, était dirigé par les évêques catholiques de la CENCO. Nous aurons ainsi, l'accord de la Saint sylvestre du 31 décembre 2016.

Pour le camp *Yebela*, l'Accord de la St Sylvestre était une victoire parce que désormais, son souhait était accompli, celui de voir le Président Kabila quitter le pouvoir après l'élection de son successeur et pour le camp *Wumela*, qui ne pouvait pas tout perdre, obtiendra la direction du gouvernement de transition avec Bruno Tshibala comme Premier Ministre.

Ainsi, au bout de plusieurs péripéties, arrive enfin l'annonce des résultats provisoires de la présidentielle par la CENI où Felix Tshisekedi Tshilombo, à la tête de l'UDPS, parti congolais d'opposition historique, gagne le scrutin. Il emporte avec 7.051.013 voix soit 38,57 %. Il est suivi de Martin Fayulu avec 6.366.732 voix soit 34,88% et d'Emmanuel Ramazani Shadary¹, dauphin du Président Kabila avec 4.357.359 voix soit 34,84%.

La boucle est bouclée, la solution n'est pas optimale, mais plutôt satisfaisante. Kabila est parti en douce, l'opposition politique lui succède. La République Démocratique du Congo, « fille prodigue », retourne dans les bonnes grâces de la communauté internationale. Une fin heureuse, dit-on !

CONCLUSION

Un constat s'impose : les acteurs du système de communication de la crise pré-électorale congolaise de 2016 se comportaient de façon systémique. De leurs échanges et interactions, se dessinent clairement deux camps ; le camp *Yebela* et le camp *Wumela* qui s'affrontaient au point que le monde craignait un vide de pouvoir à la tête de la République Démocratique du Congo, le 19 octobre 2016, date à laquelle le mandat de Joseph Kabila prenait fin. Ceci impliquerait pour les pays de la SADC, un affut massif des réfugiés, pour le continent Africain, des répercussions chez ses neuf voisins, pour la communauté internationale, un échec total de la plus grande mission onusienne au monde, qui, pendant vingt ans, a coûté de millions de dollars.

Pendant, une sorte de main invisible qu'on peut qualifier de logique « négociiste », maintenait les acteurs de ces deux systèmes ensemble, les obligeant à la convergence d'opinions.

Nous étions dans une époque plus dynamique, une société où le contrat communicationnel avait muté dans une co-construction où chacun était acteur de cette communication. D'où la naissance d'un agir communicationnel congolais basé sur un discours nationaliste à dynamique multiple ; dynamique de paix et sécurité, dynamique du respect des droits de l'homme, dynamique de l'alternance démocratique et pacifique, etc. Les acteurs ont négocié ! Ils ont chacun utilisé le levier à sa disposition pour bouger l'autre dans ses certitudes.

Toutefois, nous déplorons l'absence du débat d'idées sur la gouvernance du pays, d'autant plus que cette crise avait comme toile de fond, une compétition pour la magistrature suprême du pays. Tous les candidats s'étaient attardés sur la recherche du pouvoir sans pour autant proposer leur plan de gouvernance, chose qui avancerait la jeune démocratie congolaise.

¹ Emmanuel Ramazani Shadary, ancien Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, il était Secrétaire Permanent du PPRD (Parti du Peuple Pour la Reconstruction et la Démocratie) au moment de sa désignation comme candidat de la majorité présidentielle.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAUMARD, P. (2002), Les limites d'une économie de la guerre cognitive. Dans C. Harbulot et D. Lucas (dirs). *La guerre cognitive*. Paris : éditions Lavauzelle, P35-55.
- BOURDIEU, P. (1993). Esprits d'État, genèse et structure du champ bureaucratique. *Actes de la recherche en sciences sociales. Esprits d'Etat (96-97)*, 49-62.
- BREDIN, JD. (2001). Secret, transparence et démocratie. *Pouvoirs 2 (97)*, 5-15. <http://doi.org/10.3917/pouv.097.0005>
- CATELLANI A., SAUVAJOL-RIALLAND C. et ALLARD-HUVER F. (2015), *Les relations publiques (1^{ème} édition)*, Paris, Dunod.
- CATELLANI A., SAUVAJOL-RIALLAND C. Et ALLARD-HUVER F. (2022), *Les relations publiques (3^{ème} édition)*, Paris, Dunod.
- CATELLANI A., SAUVAJOL-RIALLAND C. Et ALLARD-HUVER F. (2022), *Les relations publiques (2^{ème} édition)*, Paris, Dunod.
- Constitution de République Démocratique du Congo.
- COTTERET JM. (1991). *Gouverner c'est paraître. Réflexions sur la communication politique (2^{ème} édition)*, Paris : Presses Universitaires de France.
- FUSI, M. (2018). *Communication de l'État en contexte de crises financières internationale: Le cas des crises: krach boursier de 1987, crise asiatique de 1997-1998, subprimes en 2007-2008*. (Thèse de doctorat inédite). Université Grenoble Alpes.
- <https://doi.org/10.3406/arss.1993.3040>
- KIKAYA BIN KARUBI, Barnabé (2022) La crise pré-électorale congolaise de 2016. Entretien avec Jenny, Mputu Mbo Bolela, 12 juillet 2022, 1h30 min.
- LIBAERT T. (2010), *La communication de crise (3^{ème} édition)*. Paris : Dunod.
- LIBAERT, Thierry, (2017) La transparence, l'illusion de donner à voir ? interview avec Fabrice, Pozzoli-Montenay, 11 octobre 2017, 7min <https://fabricepozzolimontenay.medium.com/interview-avec-thierry-libaert-la-transparence-lillusion-de-donner-à-voir-f67ee633d2b5>
- MAVAKALA KALUNSEVIKO, K. (2013). Acteurs politiques et votants congolais sur mediacongo.net. Une analyse du comportement électoral. Dans M. Lits (dir). *Médiatiques. Récits et société. Les élections de 2011 en RDC (été, n° 50, P.34-41)*. Louvain-la Neuve.
- MPUTU MBO BOLELA, J. (2019). Le challenge communicationnel de la République Démocratique du Congo en période de crise de 2016 : jeux de pouvoir et rapport de force entre les pro et les anti Kabila pour l'alternance démocratique, *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (XIX)*, éd. René Descartes, Université de Kinshasa, pp49-56.
- MUCCHIELLI, A. (2004). *Etudes de communications : approche par la modélisation des relations*, Paris : Armond Colin.
- POLET, F. (2017). Quand la rue kinoise envahit le politique. Dans A. Nyenyezi Bisoka, S. Geenen, A. Ansoms et J. Omasombo (dir). *Conjonctures congolaises 2016. Glissement politique, recul économique*. Harmattan, Cahiers africains, p 59-60.
- STERN P. et MOUTON J. (2014). *La boîte à outils de la négociation*, éd 2. Paris : Dunod.
- TAMBWE KITENGE, E. (2019). *La communication politique. Un enjeu crucial pour les sciences sociales, administratives et politiques*. (Notes de cours). Université de Kinshasa.